Nations Unies S/PV.4490



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4490e séance

Mercredi le 13 mars 2002, à 10 h 30
New York

Président :	M. Kolby	(Norvège)
Membres :	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Mbayu
	Chine	M. Wang Yingfan
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	M. Williamson
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Levitte
	Guinée	M. Boubacar Diallo
	Irlande	M. Ryan
	Maurice	M. Jingree
	Mexique	Mme Lajous
	République arabe syrienne	M. Mekdad
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Jeremy Greenstock
	Singapour	M. Mahbubani

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

02-28406 (F)



La séance est ouverte à 10 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil décide d'inviter, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, Sir Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de Sir Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Je lui donne la parole.

Sir Kieran Prendergast (*parle en anglais*) : Avant d'entamer cette mise à jour, Monsieur le Président, permettez-moi de dire combien je suis heureux que nous ayons parmi nous M. Jean Arnault, que le Secrétaire général a nommé pour succéder à M. Francesc Vendrell en qualité de Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en Afghanistan chargé des affaires politiques. Il va se rendre bientôt à Kaboul, où il devra gérer directement la situation compliquée et qui évolue rapidement en Afghanistan, dont je vais maintenant tenter de décrire les principaux éléments.

L'Administration intérimaire est confrontée au défi important d'étendre son autorité sur tout le pays. À ce jour, son influence à l'extérieur de Kaboul a été limitée. Trois grandes conférences tenues au cours de la semaine écoulée, cependant, ont amené dans la capitale d'importantes figures afghanes des provinces, et elles constituent un signe prometteur selon lequel un plus grand engagement entre Kaboul et les 32 provinces de l'Afghanistan a commencé.

La première réunion a été organisée pour traiter des principales questions de sécurité auxquelles le pays est confronté. Y ont assisté Ismael Khan, le général Dostum et Atta Mohammad, ainsi qu'un haut représentant d'Abdul Karim Khalili et d'autres commandants venant de tout le pays. Bien que les participants à la réunion aient accepté le principe du désarmement, les commandants ont exprimé une réticence à désarmer et démobiliser aussi longtemps que les restes des Taliban et d'Al-Qaida demeuraient actifs. La conférence a mis sur pied une commission, qui a marqué son accord pour envoyer 200 hommes de chacune des 32 provinces de l'Afghanistan aux cours de formation de l'armée nationale, que les États-Unis donneront début avril. Cette Commission prévoit de tenir des réunions mensuelles, et des délégations de la Commission seront envoyées en visite dans les régions.

La deuxième conférence, une réunion des gouverneurs, a eu lieu du 10 au 13 mars. Le Ministre de l'intérieur, M. Yunus Qanooni, a ouvert la conférence par un discours destiné à définir l'ordre du jour, demandant le rétablissement de la sécurité et de la primauté du droit, la création d'une force nationale de police, une guerre contre les drogues et le terrorisme et le respect des droits de l'homme de tous les groupes ethniques. Un des buts de la conférence était d'obtenir l'approbation des gouverneurs pour la mise sur pied d'une structure nationale politique qui lie les régions au centre. Actuellement, l'absence d'une autorité centrale, aggravée par le retard de payement des salaires des fonctionnaires dans les provinces, signifie que la police et les administrations locales fonctionnent de manière plus ou moins indépendante de la capitale.

La troisième conférence, financée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et organisée par le Ministère afghan de l'éducation, a rassemblé 91 experts en éducation afghans venant de 26 provinces pour un séminaire de deux jours sur l'avenir de l'éducation en Afghanistan.

Deux événements décisifs qui ont eu lieu à Kaboul la semaine dernière montrent les progrès réalisés et les libertés obtenues dans le domaine de l'égalité entre les sexes et des droits de l'homme depuis la chute du régime des Taliban. Pour la première fois depuis 11 ans, la Journée internationale de la femme a été célébrée à Kaboul. Plus de 800 femmes afghanes venant de Kaboul et des provinces, ainsi que des institutions de l'ONU, de la communauté des donateurs et des organisations non gouvernementales, se sont réunies pour rendre hommage au courage des

femmes afghanes. La cérémonie a eu lieu dans les ruines d'un théâtre qui avait été incendié il y a quelques années simplement parce qu'il portait le nom d'une femme : Zainab, poète et intellectuelle afghane de premier plan.

La contribution des femmes à la guerre contre le terrorisme a été spécifiquement reconnue par le Président Karzai, qui a évoqué deux journalistes féminines afghanes de radio qui, par leurs reportages quotidiens, ont démoralisé les soldats taliban. M. Brahimi a souligné que la paix est une condition préalable pour rétablir les droits des femmes et des jeunes filles, tandis que Mme Sima Samar, Ministre des affaires féminines, a appelé à l'unité des femmes du monde et des femmes afghanes pour lutter contre l'injustice sociale. Mme Noeleen Heyzer, Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, a reconnu la contribution des femmes qui ont travaillé dans différents programmes des Nations Unies, en dépit de restrictions imposées par les Taliban, et elle a mis en lumière plusieurs priorités clefs pour appuyer les femmes, y compris la sécurité, la primauté du droit, la gestion des affaires publiques, la sécurité économique des femmes et l'élimination de la pauvreté.

Le lendemain de la Journée internationale de la femme, s'est tenu le premier atelier national afghan sur les droits de l'homme, rassemblant des représentants de l'Administration intérimaire, de la Commission de la Loya Jirga et de la société civile de tout le pays, pour mettre au point une planification commune de la mise en œuvre des dispositions des accords de Bonn relatives aux droits de l'homme et, ce qui est plus important encore, pour créer une commission des droits de l'homme. L'atelier a été ouvert par Mme Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Mme Robinson a promis un appui technique et financier en vue de la création d'une commission des droits de l'homme indépendante, ainsi que pour les activités des différents groupes de travail afghans sur les droits de l'homme créés lors de cet atelier national.

La Commission de la Loya Jirga a continué à mener des consultations étendues. Une visite à la Commission occupe maintenant une place centrale dans l'itinéraire des groupes afghans venant des provinces à Kaboul pour présenter des pétitions aux autorités. Des centaines de personnes passent chaque semaine par ce bureau. Des préoccupations largement répandues continuent toutefois d'être exprimées quant à l'impact possible d'une intimidation par des autorités et des groupes armés sur le processus de la Loya Jirga. Le népotisme et l'abus d'influence sont pratiques courantes, et de nombreux Pachtounes, intellectuels et non-combattants se plaignent qu'ils ont été mis sur la touche.

De nombreuses femmes ayant rendu visite à la Commission disent qu'elles considèrent la Loya Jirga comme une possibilité pour eux de rejoindre le processus politique. Les réactions venant de Kandahar et du sud-ouest du pays indiquent que les personnes sont mal informées dans ces régions et se sentent exclues. En conséquence, les membres de la Commission, accompagnés de membres du personnel des Nations Unies, se rendront bientôt dans cette région et tiendront une série de rassemblements populaires.

La Commission s'occupe actuellement de l'élaboration de procédures pour la convocation de la Loya Jirga et vient de terminer l'élaboration de deux plans logistiques détaillés, le premier demandant l'aide de l'ONU pour l'organisation d'élections indirectes, et le second demandant un appui pour l'organisation de la Loya Jirga elle-même.

Je voudrais maintenant passer à la situation militaire et en matière de sécurité. En dehors des combats intenses en cours entre les forces de la coalition et les combattants d'Al-Qaida et des Taliban dans le sud-est du pays, le reste de l'Afghanistan demeure relativement calme. Cependant, l'émergence d'une meilleure sécurité dissimule les tensions latentes. Le pouvoir des groupes armés augmente et les programmes de désarmement dans certaines régions reviennent à ceci : des commandants désarment leurs ennemis pour se réarmer eux-mêmes. Dans le nord, une paix précaire existe entre les factions jumbesh et jamiat. Les deux parties distribuent des armes. Dans l'ouest, des informations indiquent que l'armée collecte les munitions et les explosifs inutilisés pour approvisionne leurs arsenaux. Plusieurs organisations de déminage ont signalé que les forces locales ont confisqué les explosifs et les munitions que les démineurs enlevaient aux fins de destruction.

Il devient de plus en plus apparent que les moudjahidin et les très nombreux hommes armés en Afghanistan doivent trouver d'autres sources de revenus. Il y a déjà des preuves que des soldats ont

commencé à recourir à la criminalité. Beaucoup d'autres disent qu'ils ont l'intention de le faire pour survivre. Ils ont l'impression qu'ils n'ont pas d'autres choix, et ils voient peu de signes de dividendes de la paix qui leur fourniraient une alternative à la vie de combattant.

Cette question est traitée à un certain nombre de niveaux. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) a eu des réunions avec les principaux commandants à Kaboul et avec le Ministère de la défense en vue de mettre au point un plan de désarmement. Il a été reconnu, cependant, qu'une étude à long terme était nécessaire, et que quelles que soient les initiatives prises, elles doivent être synchronisées avec le programme de formation de la nouvelle armée nationale. En même temps, les préparatifs sont entrepris par la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale pour les migrations pour mener une mission en Afghanistan en vue d'évaluer les aspects techniques d'un programme de démobilisation et de réinsertion.

Dans l'immédiat, le programme de relèvement et d'emploi de l'Afghanistan du PNUD est sur le point de démarrer. Ce programme, financé par le Gouvernement japonais, fournira 3 millions de dollars pour des projets de travaux publics à haute intensité de main-d'oeuvre à Kaboul, et emploiera plus de 20 000 personnes dans les six prochains mois. Nous sommes très reconnaissants au Gouvernement japonais de sa générosité et de sa vision.

Comme je l'ai indiqué, les questions de démobilisation, de désarmement et de réintégration sont liées au problème de création d'une armée nationale. L'ironie veut que les initiatives concernant la formation militaire pourraient avoir l'effet inattendu de créer de nouveaux problèmes de sécurité, au lieu de régler les problèmes existants, dans la mesure où les soldats non admis au sein de l'armée rejoindraient des groupes armés informels qui les rémunèrent. Cela aggraverait le problème déjà difficile qui se pose à l'Administration intérimaire, celui de ravir le pouvoir aux commandants autonomes des provinces.

Un autre problème clef, qui doit être pris en charge, est le paiement des salaires aux forces armées afghanes. Aucun paiement n'a été effectué de façon officielle, et l'on ne sait toujours pas comment les unités formées par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les États-Unis, seront payées.

Toujours en ce qui concerne la sécurité, la persécution des Pachtouns dans les provinces du nord et les informations faisant état de violences physiques et sexuelles, d'extorsion et de confiscation de terres et de biens sont troublantes. Les réfugiés de la région continuent d'arriver à la frontière pakistanaise. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lors de sa visite la semaine dernière en Afghanistan, a entendu des témoignages directs des victimes. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Mme Robinson ont, avec M. Karzai, Président de l'Administration intérimaire, condamné ces attaques et demandé le respect des droits humains de ces communautés. Le Président Karzai a envoyé une commission indépendante spéciale dans la région, et celle-ci doit publier son rapport incessamment. Les autorités locales dans le nord ont promis d'agir rapidement pour faire cesser les exactions.

Dans le cadre d'une série d'initiatives diplomatiques en cours visant à rapprocher l'Afghanistan de la communauté internationale, une réunion du groupe informel « six plus deux » sur l'Afghanistan a eu lieu au niveau des ambassadeurs le 11 mars à Kaboul. Comme le Conseil le sait, ce groupe comprend les six pays bordant l'Afghanistan ainsi que les États-Unis et la Fédération de Russie. Il s'agit d'une rencontre historique, et l'Afghanistan, représenté par le Ministre des affaires étrangères Abdullah Abdullah, a participé pour la première fois à cette rencontre. C'est également la première fois que cette réunion du groupe s'est tenue sur le territoire afghan. Le groupe a exprimé l'engagement renouvelé des gouvernements respectifs à soutenir les efforts déployés par l'Administration intérimaire et le peuple afghan pour instaurer la sécurité et renforcer la paix et la stabilité dans tout le pays. Le groupe a décidé de tenir des rencontres tous les mois à Kaboul.

Je voudrais à présent aborder la question de la police. La nécessité de créer une force de police nationale demeure l'une des priorités majeures de l'Administration intérimaire. le Ministère de l'intérieur a été très actif, et le personnel de l'école de police a élaboré un plan national de formation de la police. Outre une formation intensive de deux semaines pour 3 200 nouvelles recrues – 100 de chaque province –, le plan prévoit une formation à long terme pour les officiers de police actifs. Une « formation de

formateurs » de deux jours est en préparation par la FIAS et le Ministère de l'intérieur. Une conférence des donateurs sur le contrôle des drogues et l'appui à la police afghane aura lieu demain jeudi 14 et vendredi 15 mars à Berlin, à laquelle prendra part le Conseiller de police de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan.

S'agissant de la situation humanitaire, l'aide humanitaire au peuple afghan s'accroît au fur et à mesure qu'augmente la capacité des Nations Unies et des organisations non gouvernementales à accéder aux personnes dans le besoin. Les tâches élémentaires et vitales continuent de requérir des ressources et du temps de la communauté fournissent des dispensateurs d'aide, alors même que l'on s'intéresse davantage à présent aux besoins en matière de relèvement et de reconstruction.

L'Autorité intérimaire continue d'insister sur l'importance d'une assistance immédiate. Lors d'une réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, le 4 mars, quatre domaines prioritaires ont été identifiés: la crise en matière de nutrition, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, le déminage et le programme de rentrée scolaire.

En attendant, un tremblement de terre a frappé l'Afghanistan le 3 mars, touchant Kaboul et trois zones principales : Samanga, Gulbahar et Badakshan. Tous les organismes d'aide ont fourni une aide immédiate et facilité la visite du Président Karzai et de M. Brahimi dans la zone la plus touchée – la vallée de Surkundar, à Samangan. Le séisme a été suivi d'un glissement de terrain, qui a provoqué la destruction de 100 maisons et la mort d'au moins 70 personnes. Le glissement de terrain a également bloqué le fleuve, occasionnant des inondations qui ont menacé des habitations et une importante voie routière. En outre, près de 10 000 personnes vivant en aval du fleuve se retrouvent privées d'eau potable. Une équipe technique, aidée par la FIAS, travaille depuis le 5 mars pour stabiliser le niveau des eaux et réduire les inondations.

L'ONU est préoccupée par les informations faisant état d'une malnutrition généralisée dans de nombreuses régions touchées par la sécheresse et des zones jusqu'ici inaccessibles du fait de problèmes de sécurité. Il pourrait y avoir des décès, surtout d'enfants, si des mesures rapides ne sont pas prises. S'il est clair que l'ampleur de la crise serait nettement plus grave si cette aide alimentaire n'était pas disponible, la communauté des dispensateurs d'aide a maintenant besoin de se focaliser sur une assistance mieux ciblée et une aide aux efforts du Gouvernement visant à régler la crise. Un groupe d'étude de l'ONU, des organisations non gouvernementales et du Ministère de la santé publique entreprend une série d'évaluations d'urgence dans les districts touchés par la malnutrition.

S'agissant des réfugiés, à la suite de la mise en oeuvre des premières phases du processus de Bonn, le HCR a lancé un programme simplifié de retour de réfugiés du Pakistan. Près de 14 000 Afghans sont retournés du Pakistan au cours de la première semaine de ce programme. Cela a permis d'atteindre un chiffre de 50 000 à 70 000 retours spontanés et facilités du Pakistan depuis le début de l'année. Depuis le début de l'année, plus de 23 000 réfugiés sont retournés d'Iran.

L'assistance continue d'être fournie aux 950 000 personnes déplacées, dispersées dans le pays. Des enquêtes indiquent que de nombreuses personnes préfèrent retarder leur retour dans leur foyer jusqu'à l'atténuation des problèmes liés à la sécurité ou à la sécheresse. Mais à Kaboul, 16 000 personnes déplacées vivant dans l'ancien complexe soviétique ont commencé à revenir dans la région de la plaine de Shomali.

Enfin, et ce n'est pas l'aspect le moins important, je suis heureux de pouvoir informer le Conseil que nous avons reçu un projet de rapport du Secrétaire général, dont la version finale sera soumise la semaine prochaine au Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je voudrais à présent inviter les membres du Conseil à tenir des consultations officieuses pour poursuivre notre débat sur cette question.

La séance est levée à 11 heures.